

Recherches sociographiques



Commentaire

Jacques Dofny

Volume 7, numéro 1-2, 1966

Le pouvoir dans la société canadienne-française

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055303ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055303ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Commentaire

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dofny, J. (1966). Commentaire. *Recherches sociographiques*, 7(1-2), 97–99.
<https://doi.org/10.7202/055303ar>

COMMENTAIRE

Je soulignerai pour commencer la qualité théorique du texte de Gérard Fortin qui nous semble avoir fait progresser considérablement la discussion en épurant les termes du débat et en proposant quelques-unes des équations fondamentales.

Wéberien dans son approche générale, son essai se concentre finalement sur un problème issu de la bureaucratie ouvrant le débat sur le rôle des techniciens.

Quatre propositions principales sont énoncées et développées :

1° Les valeurs non rationnelles étant rejetées, le débat sur le pouvoir se situe entre le peuple et les élites d'une part, entre les élites elles-mêmes d'autre part.

2° Le peuple nie aux élites la compétence pour exercer le pouvoir ; opposition : concret – théorique.

3° Ce débat se double d'un débat entre élites, les anciennes et les nouvelles, qui s'accordent sur une société sans classe ou à faibles écarts de classe mais qui se séparent sur les moyens d'arbitrer les conflits ; les premières ont recours aux valeurs métasociales, les secondes aux valeurs de la raison et de la science.

À ce niveau, c'est une interrogation faible qui pose le problème des élites populaires.

4° Ce débat comporte une réponse claire et une réponse moins assurée. La réponse claire est que les dés sont pipés et qu'en fait c'est aux nouveaux techniciens qu'il appartient de définir les nouvelles structures du pouvoir. Ils ont le monopole des connaissances scientifiques qui permettent les décisions efficaces. Ils ont le privilège de voir déjà ce que sera la société post-industrielle. Ils ont besoin de l'unanimité de la population pour travailler efficacement et il faut espérer qu'ils obtiendront cette unanimité. La réponse moins assurée et beaucoup plus succincte est que cette vision scientifique des techniciens étant posée, cette unanimité obtenue, restera, nous dit Fortin dans les dernières lignes de son texte, à trouver les structures et les moyens d'allier les revendications profondes de la masse aux exigences techniques de la société post-industrielle, d'allier le vécu à l'abstrait du calculateur, d'allier le pouvoir de l'élite populaire au pouvoir du technicien.

Les commentaires que je ferai de cet essai porteront sur trois points :

1° En premier lieu, je suis frappé par une certaine ambiguïté dans l'utilisation des concepts définissant la société. Celle-ci peut être définie comme pré-industrielle, industrielle et post-industrielle. D'une part, Fortin affirme que notre société est déjà une société post-industrielle au niveau des infrastructures. Le débat qui oppose les élites est un débat qui oppose et les tenants de la société pré-industrielle et ceux de la société post-industrielle, c'est-à-dire l'élite des notables et l'élite des techniciens. D'autre part, il nous dit que le pouvoir tend à s'exercer selon le mode caractéristique de la société industrielle qu'il qualifie de « moderne ».

Cette ambiguïté en réalité reflète pour les uns une nostalgie et pour les autres un espoir : la nostalgie d'une collectivité rurale, où le consensus

existait sur les valeurs religieuses, morales, sociales, économiques et politiques ; l'espoir d'une société tout aussi homogène et cohérente, mais définie par les valeurs de la science et de la raison. Mais où est la société actuelle et comment doit-on la définir si l'on veut affronter ses problèmes présents et les dépasser dans des solutions qui préparent l'avenir ? Le texte de Fortin et les propositions qu'il contient me semblent faire un saut au-dessus du présent, comme s'il voulait coller à l'effort de la collectivité qui recherche son unanimité passée dans un futur lointain. Peut-être en réalité Fortin traduit-il avec fidélité l'idéologie la plus dominante des jeunes générations, mais ne le fait-il pas un peu au détriment du présent et des problèmes où les leaders populaires s'affirment et proposent, quant à eux, quotidiennement leurs solutions ?

2° En second lieu, je critiquerai le rôle qu'il attribue aux élites. Bien entendu, la discussion est quelque peu malaisée du fait de l'ambiguïté soulignée plus haut : parlons-nous des élites techniciennes actuelles ou de celles de la société future ? Ou les élites sont-elles déjà actuellement celles du futur, si nous nous trouvons déjà dans la société post-industrielle ? Ne nous faisons certes pas d'illusion : il est clair que le pouvoir des techniciens sera considérable, la technocratie n'est pas une invention de sociologues. Faut-il pour autant leur accorder le monopole d'une vision exacte de l'avenir ? Faut-il déjà concéder que c'est à eux surtout qu'appartient de décider quelle sera la nouvelle structure du pouvoir ? Ceci me paraît quelque peu abusif. D'abord il y a longtemps que Scotte et Burnham ont prédit leur mainmise sur le pouvoir. Mais les réalités sociales ont manifesté un jeu infiniment plus complexe où les techniciens eux-mêmes s'opposent, s'annulent, où ils ne s'imposent que par l'appui de forces sociales qui limitent singulièrement leurs pouvoirs et où ces forces sociales, populaires, ont finalement réaffirmé leur autorité. Les technocraties, jusqu'à présent, n'ont jamais réussi à s'imposer que par la force et pour des périodes courtes. Je ne crois pas que l'on puisse prédire aujourd'hui avec assurance qu'elles établiront définitivement leur monopole sur la définition de la structure du pouvoir. Ceci supposerait qu'elles aient recours à des valeurs métasociales et fabriquent des leaders charismatiques. Elles ne l'ont fait jusqu'à présent qu'avec pertes et fracas. De plus, les techniciens de l'économie, du social et du politique sont très loin d'avoir une vision claire de la société future ; les zones d'indétermination sont beaucoup trop vastes, les épures techniciennes auront encore pendant très longtemps le caractère éphémère des équations partielles. Les rationalités limitées sont contrebalancées, appuyées ou contestées par les poussées sociales, produits souvent imprévisibles des conjonctures historiques nationales ou internationales.

3° En dernier lieu, il me paraît que l'analyse des élites et de la structure du pouvoir devrait être élargie à l'analyse de la structure plus globale où ces élites traditionnelles ou techniciennes évoluent. Dans le champ de l'action sociale, il y a non seulement les élites de la société pré-industrielle et les élites d'une préfiguration de la société post-industrielle, mais il y a majoritairement les élites de la société industrielle d'aujourd'hui. Ces élites, que l'on pourrait définir globalement comme élites de la société industrielle nord-américaine, sont celles qui contrôlent les leviers principaux du pouvoir. Elles ne sont pas désintéressées, elles prennent des décisions parfois finales, toujours essentielles, et elles détiennent la partie la plus importante des connaissances scientifiques.

À la différence des élites traditionnelles ou post-industrielles, elles ne me paraissent pas se nourrir de la philosophie de l'égalité (sinon verbalement) et certainement pas de celle de l'unanimité. Ces élites techniques, économiques et politiques se réclament beaucoup plus d'une philosophie de la contestation, des pouvoirs et des contre-pouvoirs, de la compétition, — en gros de la philosophie du libéralisme. Le problème de la structuration du pouvoir passe donc par les affrontements ou les alliances entre trois types d'élites. Les deux premières expriment la vision d'une société homogène définie par son appartenance à un monde de valeurs ou à une ethnie ; la troisième se définit principalement par son rôle dominant dans la société industrielle d'aujourd'hui. Mais toutes trois représentent l'action de classes ou de groupes sociaux larges. C'est la structuration ou la déstructuration ainsi que la dialectique de ces groupes ou de ces classes qui nous renseignent en profondeur sur la structure du pouvoir, sa contestation et son dépassement dans de nouvelles structures.

Jacques DOFNY

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*